

Powers & Mandates

Réponses aux questions reçues

QUESTION 1

Je voudrais savoir si l'étude demandée (1) s'inscrit dans le contexte de, ou (2) devrait prendre en considération, l'obligation pour les **prestataires de services aux sociétés et fiducies (PSSF)** de s'enregistrer auprès de l'autorité de contrôle ou de l'organisme d'autorégulation dont ils relèvent en vertu de l' Art. 7-2 de la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme.

Dans l'affirmative, l'étude devrait-elle – à un moment donné ou un autre – prendre en considération l'avis des organismes concernés, à savoir notamment l'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA, l'Institut des réviseurs d'entreprises, l'Ordre des experts-comptables, les Ordres des avocats de Luxembourg et de Diekirch ? Merci d'avance.

Réponse / Answer

FR :

- (1) Non, l'étude demandée **ne s'inscrit pas dans le contexte** de l'obligation pour les prestataires de services aux sociétés et fiducies (PSSF) de s'enregistrer auprès de l'autorité de contrôle ou de l'organisme d'autorégulation dont ils relèvent en vertu de l'art. 7-2 de la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme.
- (2) Non, l'étude demandée **ne doit pas particulièrement prendre en compte** cette même obligation sauf si cela s'avère être nécessaire pour répondre à la question de base : « comment mettre en place un registre powers and mandates d'un point de vue juridique et quelles sont les moyens à mettre en œuvre pour y arriver ».

EN :

- (1) No, the requested study **does not fall within the context** of the obligation for trust and company service providers (TCSP) to register with the supervisory authority or self-regulatory body to which they fall under art. 7-2 of the amended law of November 12, 2004 relating to the fight against money laundering and the financing of terrorism.
- (2) No, the requested study **must not particularly take this obligation into account** unless this proves to be necessary to answer the basic question: "how to set up a powers and mandates register from a legal point of view and what are the means to be implemented to achieve this".